



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n° 2 «Les Ailes»  
25, rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 29/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV Centre Ouest - Centre Tri**

ZA de Conneuil  
6 rue Gaspard Monge  
37270 Montlouis-Sur-Loire

Références : 2026/64  
Code AIOT : 0010004774

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement SUEZ RV Centre Ouest - Centre Tri implanté Centre de tri - ZA de Conneuil 1 route de Conneuil 37270 Montlouis-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 05/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Centre Ouest - Centre Tri
- Centre de tri - ZA de Conneuil 1 route de Conneuil 37270 Montlouis-sur-Loire
- Code AIOT : 0010004774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

-Situation de l'entreprise:

La société SUEZ RV Centre Ouest exploite une installation de tri, transit et regroupement de déchets, ainsi qu'une déchetterie réservée aux professionnels sur son site de Montlouis-sur-Loire.

-Point sur le classement de l'établissement:

Les activités de cette installation sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 10 mai 2007 actualisant les prescriptions applicables à l'établissement. L'arrêté préfectoral complémentaire n° 21368 du 5 novembre 2024 a notamment mis à jour la situation administrative de l'établissement. Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 5 t (autorisation) ;
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant de 80 t/j (autorisation) ;
- 2710-2.a : installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, e volume de susceptible d'être présents étant de 600 m<sup>3</sup> (enregistrement) ;
- 2714-1 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume de susceptible d'être présents étant de 6700 m<sup>3</sup> (enregistrement) ;
- 2716-1 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, le volume de susceptible d'être présents étant de 2400 m<sup>3</sup> (enregistrement) ;
- 1530-2: dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, le volume susceptible d'être stocké étant de 2300 m<sup>3</sup> (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2711-2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant de 400 m<sup>3</sup> (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2713-2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface étant de 310 m<sup>2</sup> (déclaration) ;
- 2715 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, le volume susceptible d'être présent étant de 250m<sup>3</sup> (déclaration).

-Projets et investissements:

Sans objet.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Accidentologie TTR
- Déchets
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Installations électriques	AP Complémentaire du 05/11/2024, article 5.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Foudre	AP Complémentaire du 05/11/2024, article 5.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
6	Principes généraux de prévention	AP Complémentaire du 05/11/2024, article 1.7.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet
2	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
3	Déchets admis	AP Complémentaire du 05/11/2024, article 8.1.1	Sans objet
7	Mise à la terre des équipements métalliques	AP Complémentaire du 06/06/2018, article 10	Sans objet
8	Portiques de détection des déchets radioactifs	AP Complémentaire du 05/11/2024, article 7.1.2	Sans objet
10	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Sans objet
12	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
13	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
14	Stockage des	Arrêté Ministériel du 22/12/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	batteries	article 12	
15	Zone d'entreposage tampon	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Registre des déchets entrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion des suites de l'inspection précédente
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet [...];</li> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...]</li> </ul> <p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul>

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

#### Constats :

L'inspection a analysé le registre des déchets entrants du mois d'octobre 2025. L'inspection n'a pas constaté d'anomalie. Le registre est correctement renseigné et comporte l'ensemble des informations.

**Pdc [Point de Contrôle] n° 1 : Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Registre des déchets sortants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Gestion des suites de l'inspection précédente

#### Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

- la date de réception du déchet [...] ;
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de

<p>récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a analysé le registre des déchets sortant du mois d'octobre 2025. L'inspection n'a pas constaté d'anomalie. Le registre est correctement renseigné et comporte l'ensemble des informations.</p> <p><b>Pdc n° 2 : Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Déchets admis

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/11/2024, article 8.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion des suites précédentes (NC2)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre les ordures ménagères brutes, les déchets dangereux, les déchets susceptibles de transiter dans les installations sont ceux de la liste, non exhaustive, suivante (la rubrique indiquée est celle de l'annexe II du décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 01 01 emballages en papier/carton ;</li> <li>- 15 01 02 emballages en matières plastiques ;</li> <li>- 15 01 03 emballages en bois ;</li> <li>- 15 01 04 emballages métalliques ;</li> <li>- 15 01 05 emballages composites ;</li> <li>- 15 01 06 emballages en mélange ;</li> <li>- 15 01 07 emballages en verre ;</li> <li>- 17 01 01 béton ;</li> <li>- 17 02 01 bois ;</li> <li>- 17 02 03 matières plastiques ;</li> <li>- 17 04 07 métaux en mélange ;</li> <li>- 17 05 04 terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03</li> <li>- 17 09 04 déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03 ;</li> <li>- 20 01 01 papier et carton ;</li> <li>- 20 01 02 verre ;</li> <li>- 20 01 35/36 équipements électriques et électroniques mis au rebut ;</li> <li>- 20 01 38 bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37 ;</li> <li>- 20 01 39 matières plastiques ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- 20 01 40 métaux;</li> <li>- 20 02 01 déchets biodégradables ;</li> <li>- 20 03 01 déchets municipaux en mélange ;</li> <li>- 20 03 02 déchets de marchés ;</li> <li>- 20 03 03 déchets de nettoyage des rues ;</li> <li>- 20 03 07 déchets encombrants.</li> </ul> <p>Les déchets des ménages, des commerçants, des artisans, des collectivités et des industriels qui sont triés et/ou transitent sur le site des installations proviennent prioritairement d'Indre-et-Loire(37) puis des départements de la région et des départements limitrophes, à savoir du Cher (18), de l'Eure-et-Loir (28), de l'Indre (36), du Loir-et-Cher (41), du Loiret (45), du Maine-et-Loire (49), de la Sarthe (72), de la Vienne (86).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un « porter à connaissance » le 30 juillet 2024 pour actualiser l'AP de 2007, dont la zone de chalandise, qui a été acté par l'APC n° 21 368 du 05/11/2024 à l'article 8.1.1. Après inspection du registre entrant du mois d'octobre 2025, les déchets proviennent tous du département 37 ou 41. La zone de chalandise est respectée.</p> <p><b>Pdc n° 3 : Pas de non-respect constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/11/2024, article 5.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications annuelle et gestion des suites précédentes (D7)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en séance le rapport quadriennal de vérification périodique des installations électriques n° 7938934/175.17.1.R daté du 27/05/2025 pour une vérification effectuée du 31/03/2025 au 01/04/2025 par la société Bureau Véritas.</p> <p>Le rapport indique 3 observations dont 2 concernent le remplacement des différentiels défectueux dans l'armoire station tri du bâtiment Montlouis 2 (Général portes) et dans l'armoire générale du bâtiment Montlouis 1 (banc scie). Pour ces 2 points, l'exploitant a fourni un bon de commande de la société Actemium.</p>



Une 3ème observation mentionne que la vérification électrique n'a pas été réalisée dans sa totalité en raison d'une mise hors tension totale du site qui n'a pas pu être réalisée.

**Pdc n° 4 : L'exploitant ne peut pas justifier que les mesures correctives sur les installations électriques ont été réalisées et n'a pas fait vérifier la totalité des installations électriques.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

#### **N° 5 : Foudre**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/11/2024, article 5.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien du système foudre

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur.

Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a transmis le rapport de vérification complète des installations contre la foudre daté du 26/11/2025 réalisé par la société Bureau Veritas.

La conclusion du rapport indique que les vérifications ont fait apparaître 2 défauts ou anomalies auxquelles il y a lieu de remédier au niveau du local DMS et sur le bâtiment Montlouis 2.

- La première observation fait apparaître le manque d'installation de parafoudre de type II dans le local DMS. L'exploitant a transmis le bon de commande n° PO01517537 du 09/12/2025 pour ces travaux

- Une seconde observation concernant la fourniture de la fiche technique de la pointe paratonnerre type PDA qui n'a pas été transmise par l'exploitant à la société Bureau Veritas.

**Pdc n° 5 : Les mesures correctives n'ont pas été réalisées, dans un délai d'un mois, sur les installations de protection contre la foudre de l'établissement suite à la vérification complète datée du 31/03/2025.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 6 : Principes généraux de prévention**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/11/2024, article 1.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, inondation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

**Constats :**

Constat précédent du 23/05/2024 :

**a) L'exploitant n'a pas mis en œuvre la totalité des mesures de préparation à la gestion de crise qu'il a définies dans sa procédure inondation.**

Constat au jour de l'inspection du 13/01/2026 :

Dans la procédure inondation de l'exploitant (mise à jour version n° 4), il est indiqué qu'un exercice doit être réalisé tous les 3 ans .

Interrogé sur ce point, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'exercice depuis la mise en place de cette procédure en 2020.

Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé dans sa procédure inondation à réaliser, en lieu et place d'un contrat d'évacuation des déchets, un plan d'évacuation des déchets en cas de crue. Interrogé sur ce point, l'exploitant indique ne pas avoir de plan d'évacuation des déchets.

Constat précédent du 23/05/2024 :

**b) L'exploitant ne réalise pas de contrôle périodique des dispositifs d'arrimage de ses cuves.**

Constat au jour de l'inspection du 13/01/2026 :

L'inspection a constaté que l'exploitant a réalisé une intervention sur l'arrimage de la cuve GNR le 31/01/2025 par la société AMI 37 . L'exploitant a présenté la facture n ° FAC00000052 du 31/01/2025 de cette même société.

Constat précédent du 23/05/2024 :

**c) L'exploitant doit justifier que les parties inondables de ses installations électriques sont étanches et protégées par un disjoncteur différentiel 30mA.**

Constat au jour de l'inspection du 13/01/2026 :

L'exploitant ne peut toujours pas justifier que les parties inondables de ses installations électriques sont étanches et protégées par un disjoncteur différentiel 30mA.

**Pdc n° 6 : L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner l'établissement et notamment les points suivants sur le risque inondation :**

- L'exploitant ne réalise pas d'exercice inondation tous les 3 ans comme mentionné dans sa procédure ;
- L'exploitant doit justifier que les parties inondables de ses installations électriques sont étanches et protégées par un disjoncteur différentiel 30mA.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 7 : Mise à la terre des équipements métalliques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/06/2018, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des suites précédentes

**Prescription contrôlée :**

[...] Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

**Constats :**

L'inspection a constaté que la cuve métallique de GNR et que le casier des bouteilles de gaz sont désormais reliés à la terre.

**Pdc n° 7 : Pas de non-respect constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Portiques de détection des déchets radioactifs**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/11/2024, article 7.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique

**Prescription contrôlée :**

[...]

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement par un organisme dûment habilité. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a transmis le compte rendu d'intervention de maintenance n° 10174 de la société Bertin Technologie daté du 02/06/2025. Le compte rendu ne fait pas apparaître d'observation particulière.

**Pdc n° 8 : Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Détection et surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais

l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

#### Constats :

L'exploitant a indiqué disposer d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une société de télésurveillance qui relaye l'information à l'exploitant et au service d'incendie et de secours en cas de nécessité. Cependant plusieurs zones extérieures à des bâtiments ne sont pas encore surveillées. Au jour de l'inspection, les travaux avaient commencé pour équiper la surveillance des casiers comportant les déchets de bois, DIB, plastiques, le verre et les métaux, mais les travaux n'étaient pas finalisés.

**Pdc n° 9 : L'exploitant ne dispose pas d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes sur tous les casiers comportant des déchets combustibles ou inflammables.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 10 : Rondes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

#### Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

- a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;
- b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes

régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté qu'au jour de l'inspection du 13/01/2026, l'exploitant effectue une ronde à 17H00, correspondant à la fermeture du site (à chaque fermeture du site, une ronde avec relevé des températures et des volumes est envoyée sur une application et disponible à tout moment par le personnel habilité), mais qu'il n'avait pas organisé une ronde deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site. L'inspection a indiqué que cette pratique ne répondait pas en totalité à la prescription.

Par la suite l'exploitant a transmis :

- le bon de commande n° PO01606128 du 23 janvier 2026 pour une prestation de ronde du lundi au samedi auprès de la société SERIS SECURITY.
- le premier compte rendu de la ronde n° 2026126184657797 réalisée le 26 janvier 2026 à 19H03 pour une durée de 43 minutes.

**Pdc n° 12 : Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 11 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Présence du PDI et notamment de localisation des risques.

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et

les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

#### **Constats :**

Dans un premier temps l'exploitant a présenté à l'inspection un plan de première intervention des pompiers regroupant plusieurs informations. Cependant il ne s'agit d'un plan de défense contre l'incendie tel que demandé. Sur les informations présentées, il manque les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant, les modalités d'accueil des pompiers en périodes ouvrées et non ouvrées, les modalités de mise en œuvre de mise sous rétention, les FDS ...

Dans un second temps, l'exploitant a indiqué disposer d'un deuxième document intitulé « Plan de défense incendie » qui a été élaboré par le groupe SUEZ au niveau national.

Après analyse de ce dernier, l'inspection constate que ce plan de défense incendie doit être adapté au niveau local. Sur celui-ci, il manque :

- le plan des réseaux,
- la procédure de mise sous rétention du site,
- la date de mise à jour du PDI,
- les débits des 3 poteaux incendie assurant la défense contre l'incendie.

**Pdc n° 11 : L'exploitant ne dispose pas d'un plan de défense contre l'incendie comportant toutes les informations mentionnées à l'article 5 de l'AM du 22/12/2023.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

**N° 12 : Maîtrise des sinistres**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.  
En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.  
Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.  
Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.  
Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.  
Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.  
Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué qu'un exercice incendie a été réalisé par le personnel de SUEZ le 26/06/2025. L'objectif de ce dernier a été de tester la chaîne d'alerte et les réactions de chacun face à un début d'incendie matérialisé par un fumigène dans des déchets de papiers (le personnel n'était pas prévenu). Le compte rendu de cet exercice a été transmis à l'inspection. Celui-ci n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

**Pdc n° 12 : Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Traçabilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**



En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

**Constats :**

Lors de la fermeture du site, une personne désignée de la société SUEZ effectue une ronde journalière de tous les stockages afin de relever la température et le volume de stockage de chaque matière. Le volume de chaque stockage est disponible via une application sur les téléphones de plusieurs personnes de l'établissement pouvant renseigner les services d'incendie et de secours en cas d'intervention.

**Pdc n° 13 : Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Stockage des batteries**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60. Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois. Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence de quelques batteries issues des déchets indésirables détectés lors du tri des déchets. Ces batteries sont disposées dans des bacs étanches disposés sur rétention et situés dans un bâtiment fermé empêchant l'eau pluviale d'entrer en contact.

**Pdc n° 14 : Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Zone d'entreposage tampon**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Zone d'entreposage tampon du processus de tri. Les zones d'entreposage tampon du processus de tri manuel ou mécanisé se composent de deux types de zones : <ul style="list-style-type: none"><li>- les zones d'entreposage temporaire en amont du tri ;</li><li>- les zones d'entreposage temporaire sous cabine de tri.</li></ul> Toute zone d'entreposage temporaire en amont du tri est d'un volume maximal de 20 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li><li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li></ul> Toute zone d'entreposage temporaire sous cabine de tri est d'un volume maximal de 120 m3 et respecte l'une des deux conditions suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>- elle est vide pendant les périodes de fermeture du site et vidée a minima quotidiennement ;</li><li>- elle est munie d'un système d'extinction automatique.</li></ul> Les bâtiments ouverts ou fermés dans lesquels sont situées des zones d'entreposage tampon du processus de tri sont munis d'un système de détection automatique et d'alarme incendie. Les prescriptions du présent article peuvent être adaptées par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose les déchets déjà triés par les industriels et/communautés de communes provenant de déchetteries. L'exploitant indique que ces déchets font l'objet d'un sur-tri devant chaque alvéole de stockage. Ces zones de sur-tri sont vidées quotidiennement. Seuls les déchets de DIB font l'objet d'un vrai tri. L'exploitant indique que ces derniers sont triés dans la journée et qu'en fin de journée cette zone est vidée pour être répartie dans les différentes alvéoles de stockage et ne contient plus de déchets. L'inspection n'a pas constaté de zone tampon qui contenaient des déchets lors de sa visite.  <b>Pdc n° 15 : Pas de non-respect constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite